

ORAN

# Interrogations autour du programme des concessions

**L'ouverture de la 3<sup>e</sup> session ordinaire de l'APW d'Oran, qui s'est déroulée les 12 et 13 octobre, a permis de jeter un regard sur le secteur de l'agriculture qui n'est pas souvent mis en avant par les pouvoirs publics locaux, estimant probablement que la vocation de cette wilaya est tout autre.**

Quoi qu'il en soit, durant cette session, le dossier de l'agriculture a été abordé, notamment avec un aperçu sur le bilan du programme de mise en valeur agricole par le biais des concessions.

Ce programme, mis en place en 1998/1999, avait permis de délimiter 11 périmètres répartis sur 8 communes et totalisant une superficie de plus de 10 000 hectares.

Celui-ci, sans entrer dans le détail, comprenait des travaux de fertilisation du sol, l'ouverture de pistes, la réalisation de

travaux de forage et d'irrigation..., ainsi que, bien sûr, la plantation d'arbres fruitiers, puisqu'il s'agissait de relancer l'arboriculture, plus adaptée au climat de la wilaya, qui souffre depuis des années de déficits pluviométriques chroniques.

Pour ce programme, une enveloppe budgétaire de 1 006 651 000 DA avait été dégagées dont seulement 677 928 000 DA ont été consommés, a-t-on appris lors des débats de la session de l'APW.

Sans qu'il y ait vraiment de présentation de bilan chiffré détaillé quant au résultat final de ce programme : 5 600 hectares d'arbres fruitiers seulement ont été plantés, avons-nous appris.

Il a été signalé, en revanche, que 180 fellahs, ayant été retenus et inclus dans ce programme de mise en valeur agricole, par le biais des concessions, avaient abandonné leurs exploitations et leurs cultures. Ce constat, fait par la Générale

des concessions, interpelle les responsables en charge du secteur de l'agriculture, quant aux causes de cet abandon et de cet échec, en somme. Il semblerait, qu'au départ, le choix des agriculteurs pour le programme des concessions n'ait pas été des plus judicieux, nous explique un intervenant, en marge des débats. Par ailleurs, et alors que ce constat brut est fait, on annonce la création de trois nouveaux périmètres à mettre en valeur dans la wilaya, au terme d'un nouveau programme.

Il serait peut-être judicieux de dresser au préalable un vrai bilan et de remettre en question, pourquoi pas, les conditions et les choix des concessions, d'autant plus que, depuis plusieurs années, les agriculteurs, désirant intégrer le programme de mise en valeur agricole par la concession, ne se bousculent plus au portillon.

F. M.

APW DE SKIKDA

# Le dossier jeunesse fortement débattu

**Le dossier de la jeunesse, abordé lors de la deuxième session ordinaire de l'APW, a fait l'objet d'interventions «musclées» de la part des élus.**

L'élus MSP, Rachid Belajila, est intervenu au sujet des logements haut standing, F4 et F5, qui seront implantés au sein du stade du 20-Août-55, dont les travaux de restauration ne sont pas encore achevés alors qu'ils ont été lancés depuis plusieurs années. Ce projet immobilier est chapeauté par l'agence foncière de la wilaya de Skikda.

L'intervenant a également souligné l'abandon des courts de tennis de Skikda et de la station balnéaire de Larbi Ben-M'hidi. Le plus grave est que les vestiaires de celui de Skikda, jouxtant le stade du 20-Août, sont squattés par des familles depuis trois années, sans que cela émeuve personne.

Il a également souligné le fait de construire les locaux commerciaux dans le cadre du programme présidentiel au niveau du stade de Larbi Ben-M'hidi, alors que des gradins auraient été plus appropriés. Enfin, ce membre de l'APW a recommandé d'organiser un jubilé de Madjid Saheb, ancien joueur

de la JSMS et du CSC. La séance a été ponctuée par le rappel de quelques-unes des prouesses footballistiques de ce dernier. Dans le même contexte, il a dénoncé des lacunes prévalant dans le secteur. Un élu FLN, Ayachi Ahmed, a soulevé le problème, toujours pendant, de l'inauguration du Centre de loisirs scientifiques, situé au niveau de l'ex-Monoprix.

Etonnant le fait d'allouer 9,5 milliards de centimes pour le réaménagement de l'ex-Monoprix et envisager le lancement des formations et des initiations au profit des jeunes dans différentes spécialités, pour ensuite laisser l'édifice fermé avec des équipements ayant coûté des milliards se dégrader.

Au terme de cette séance, une élue FLN, Djazira Djefal, a eu le mérite de rappeler que la piscine olympique de la station balnéaire de Larbi Ben-M'hidi n'a pas toujours été restaurée en dépit des milliards alloués et des maintes promesses de son ouverture. La dernière en date était fixée au 5 août

2006. L'inauguration de cette structure devait se faire dans le cadre de la célébration du 44<sup>e</sup> anniversaire de la fête de l'Indépendance, deux ans après, on est encore à la recherche de la meilleure manière de reconstruire le mur de clôture affaissé il y a une année. A noter que deux symboles de la ville de Skikda, le stade communal du 20-Août 55 et la piscine Larbi Ben-M'hidi, sont dans un état de dégradation très avancé, et ce depuis des années.

La prise en charge d'une manière efficace des stades communaux, eu égard à l'importance qu'ils requièrent en matière de canalisation de jeunes et de développement des sports collectifs, garantir le gardiennage des stades de proximité (Mateco) afin de préserver l'un des meilleurs acquis de la wilaya, la création de clubs de football et leur dotation en ressources financières nécessaires.

Elles s'ajoutent aux différentes recommandations sanctionnant le rapport élaboré par la commission des affaires sociales et sportives. Parmi lesquelles il convient de signaler la réalisation de piscines semi-olympiques

dans les régions éloignées du littoral (Oum Toub, Sidi-Mezghiche...), l'encouragement des sports nautiques et de l'équitation, la dotation du chef-lieu de wilaya d'une salle d'une capacité de 3 000 places minimum pour les grandes manifestations sportives, l'incitation des opérateurs économiques publics et privés à contribuer au développement du sport, la réalisation d'une maison de jeunes d'une très grande capacité au niveau du chef-lieu de wilaya, le renforcement de l'encadrement des structures de jeunes en recrutant des éducateurs et des pédagogues spécialisés. Pour une fois, le wali n'a pas voulu répondre aux questions des élus, dont celles liées au projet immobilier au stade du 20-Août 55, qui suscite de fortes interrogations citoyennes.

C'est le DJS, fraîchement installé, qui a tenté, en présentant exhaustivement les grands axes de développement et les perspectives du secteur, de faire bonne figure. Il aura laissé l'assistance sur sa faim en omettant de répondre aux préoccupations des élus.

Zaïd Zoheir

CHLEF

# Une exposition à l'occasion de la Journée mondiale de la poste

Comme à l'accoutumée, la Journée mondiale de la poste a été célébrée au bureau central d'Algérie Poste, à Chlef. Ce grand évènement a été aussi fêté à travers le monde par les affiliés à l'UPU (Union postale universelle).

Pour marquer ce jour anniversaire, un stand a été érigé dans le vaste hall spécialement aménagé pour la circonstance. Des postiers, à l'aide d'un data-show, s'activaient à vanter aux usagers les mérites de leurs nouveaux produits et répondaient aimablement aux innombrables questions.

En parallèle, s'est tenue une intéressante exposition, rassemblant une importante collection de timbres poste se rapportant à trois périodes distinctes, organisée par le philatéliste Hamid Dahmani. On peut voir des timbres émis avant et après l'Indépendance.

Les panneaux portant ces collections sont agrémentés par des enveloppes premier jour, à côté d'une cartophilie des différents bâtiments des bureaux de poste qui ont existé à travers le siècle passé mais qui ont été malheureusement détruits par les différents tremblements de terre. On peut admirer des timbres oblitérés ou non, dentelés ou non, des plis anciens, ou des feuillets. L'exposition évoque aussi la catastrophe du séisme, car le 10 octobre coïncide avec la date anniversaire de cet évènement douloureux.

Cette exposition retient l'attention dans la mesure où elle retrace l'itinéraire de notre histoire nationale. Elle révèle les grandes réalisations économiques et fait apparaître les portraits des grands hommes de la lutte de Libération. Chaque timbre reflète une époque ou un évènement et sert de témoin à travers une thématique représentée par une gravure miniature tracée et conçue par des artistes émérites.

M. Dahmani prend un grand plaisir à évoquer l'histoire du timbre. Il a souligné que ce dernier est apparu à la faveur d'une réforme postale initiée par le ministre Rowland Hill en Grande-Bretagne, le 6 mai 1840. Il fut adopter l'idée que les frais d'expédition seraient payés à l'avance au lieu d'être à la charge du destinataire, et c'est à cette date que fut émis le premier timbre «le penny black», en noir et blanc. Il a souligné la particularité d'un timbre qui n'existe qu'en un seul exemplaire, le célèbre «maurice bleu», confectionné en 1847 pour une invitation à un bal et ce timbre allemand avec un fil de soie pour éviter la contrefaçon.

Pour ce qui est de notre pays, c'est le timbre français qui a été utilisé.

En 1924, on mit en circulation un timbre «Algérie sous occupation» jusqu'en 1958 pour revenir au timbre de la métropole. Le premier timbre de l'Algérie indépendante date du 1<sup>er</sup> novembre 1962, commémorant le 8<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution. Il représente un drapeau algérien et la carte de l'Afrique.

Chez ce retraité de la Sécurité sociale, la passion de la philatélie est très forte et elle remonte à une quarantaine d'années. On peut le classer parmi les plus grands collectionneurs du pays. Les autorités culturelles devraient s'investir beaucoup plus dans cette démarche pour faire profiter un maximum de personnes de ce trésor.

Medjdoub Ali

GUELMA

# Sit-in des médecins et paramédicaux de la polyclinique de Aïn-Defla

Dimanche, les médecins et le personnel paramédical de la polyclinique de Aïn-Defla, sur les hauteurs de la ville de Guelma, ont observé un sit-in dans l'enceinte de l'établissement pour contester le transfert «arbitraire» de leur médecin-chef

vers la polyclinique de la commune de Héliopolis.

Pour ces derniers, cette décision «abusive» constitue «une injustice flagrante». Ils soutiennent le médecin-chef, connu pour sa sagesse, sa gentillesse et sa com-

pétence et demande sa réintégration à son poste qu'il occupe depuis 15 ans. Nous avons vainement tenté de joindre le directeur de la santé (DSP), «toujours en réunion», pour avoir sa version des faits.

B. A.